

Journée d'étude Technologies et éducation en Afrique
pour les 20 ans du Réseau africain de formation à distance (RESAFAD)

15 juin 2018



Accueil de l'Université Paris-Descartes et du Laboratoire EDA

Georges-Louis Baron (Université Paris-Descartes)

Chers collègues, mesdames, messieurs,

L'heure est venue de commencer cette journée scientifique. Il m'échoit de l'introduire brièvement avant de passer la parole aux gens qui ont vraiment du contenu à donner. C'est ce que nous allons faire tout de suite.

C'est une très grande satisfaction d'avoir pu organiser cette journée sur un sujet qui m'a beaucoup intéressé et continue de m'intéresser. Il est bien qu'il y ait une réflexion après un certain temps. Je n'en dis pas davantage.

Vous êtes à Paris-Descartes. Nous avons le plaisir et l'honneur d'avoir un représentant du président, Geoffrey Sockett. Il est vice-président des affaires internationales. Et je ne présente pas Jacques Wallet. Je propose à Geoffrey de commencer.

Geoffrey Sockett (Université Paris-Descartes) Repère Vidéo 1min35

Bonjour. L'Université Paris-Descartes est très heureuse de vous accueillir dans ses locaux au centre de Paris, dans un endroit où l'innovation et l'international ont toujours eu une place très importante.

Vous savez peut-être que l'Université Paris-Descartes va vivre une révolution dans quelques mois. Elle va fusionner avec l'Université Paris-Diderot pour créer quelque chose au nom très postmoderne : l'Université de Paris. Connaissez-vous la première devise de la vraie université — l'autre — de Paris ? *Hic et ubique terrarum*. Nous sommes en plein dans la question : ici et partout dans le monde. Si nous nous intéressons à l'éducation, c'est sans doute parce que nous voyons l'intérêt de cela à l'échelle mondiale et pas seulement à l'échelle parisienne.

J'ai le plaisir de travailler avec une équipe de présidents et de vice-présidents qui s'intéressent beaucoup à la pédagogie. Notre président passe ses week-ends à faire ses cours sur Moodle, à se filmer et à faire ses propres montages. Je fais à peu près la même chose. Nous avons donc vraiment à cœur l'innovation pédagogique. Dans ce bâtiment, nous accueillons le service AGIR qui œuvre pour l'innovation pédagogique auprès des différentes facultés et qui propose un certain nombre d'outils pour faciliter ces démarches.

Dans l'histoire, l'Université de Paris a formé la première femme médecin de France. C'était une étudiante étrangère, une Anglaise. Vous imaginez toute la dimension internationale de ces innovations-là. Quand on parle d'innovation numérique, on parle aussi d'innovation sociale. Peu importe si je ne suis pas quelqu'un d'important dans mon contexte local, si j'ai mon smartphone, j'ai accès à la connaissance, à la formation. S'intéresser aux questions numériques ne consiste pas seulement à jouer avec des ordinateurs. Il s'agit aussi d'une volonté de fédérer la formation culturellement et internationalement.

Le réseau RESAFAD va être l'occasion aujourd'hui de présenter beaucoup de choses réalisées pendant ces vingt années.

Pour évoquer d'autres contextes, je vais parler rapidement d'un projet que nous menons à l'Université Paris-Descartes depuis quelques années : IDEAL. Vous avez compris qu'il s'agit un peu d'une faculté de médecine. IDEAL signifie Infectious Diseases European/African Learning. Il y a donc en Europe un réseau Erasmus d'enseignants, de chercheurs, d'étudiants qui apprennent à travailler les uns avec les autres. Des Français, des Italiens, des Belges, des Britanniques travaillent ensemble et en interaction avec une école de médecine en Ouganda. Il s'agit de monter ainsi une formation hybride avec différentes modalités. Par exemple, il y a une école d'été à Paris et une plateforme en ligne pour étudier les maladies infectieuses du point de vue européen et du point de vue du terrain au niveau de l'école de médecine et du CHU en Ouganda. L'hybridation est l'occasion d'innover et d'imaginer différentes choses. Ce n'est pas seulement un cours hebdomadaire. Cela peut être aussi différentes structures. Comme je vous le disais, nous expérimentons une école d'été et une plateforme en ligne. C'est un réseau très intéressant dans lequel les gens apprennent déjà l'international, à petite échelle en Europe — nous ne faisons pas les mêmes choses dans les différents pays voisins — et en interaction avec l'Afrique. C'est quelque chose que vous expérimentez fortement ici.

Au nom de l'Université, je suis très heureux que cette journée puisse avoir lieu. Je suis très heureux aussi de retrouver mon vieil ami Georges-Louis à l'organisation de tout cela. Je remercie aussi Catherine Agulhon et toute son équipe pour ce travail. Je vais pouvoir rester avec vous pendant une partie de la matinée. Je vous souhaite de très bonnes discussions ce matin autour de ces questions.

Jacques Wallet (Université de Rouen) Repère Vidéo 6min36

Bonjour à toutes et à tous. Je vous remercie d'être venus. Cette journée sera probablement un peu mémorielle dans sa première partie, mais tournée vers le présent et l'avenir dans la suite.

L'association RESAFAD, que je représente, a été créée en 2004, après la fin officielle du projet patronné par le ministère des Affaires étrangères, sur un « fonds de tiroir » du Fonds francophone des inforoutes, avec un petit capital qu'avec Jacques Guidon — qui ne peut pas être présent aujourd'hui —, nous avons utilisé pour favoriser quelques voyages d'études d'étudiants africains en France, pour payer les serveurs de RESAFAD Sénégal et pour mettre au concours une bourse de thèse (dont la lauréate, présente parmi nous aujourd'hui, interviendra) et, enfin, pour financer cette journée.

L'association sera dissoute ce soir. D'une part, il est temps de tourner la page. D'autre part, sa permanence au Sénégal, nous semble-t-il, est également en train de tourner un certain nombre de pages. Avec Jacques Guidon, nous avons donc décidé que l'association n'avait plus vocation à continuer.

Je remercie évidemment M. le président et tous mes collègues de Paris-V de nous accueillir. (Je dis « Paris-V ». À mon âge, c'est difficile de changer d'appellation.) Je remercie mon laboratoire de Rouen pour son soutien à cette manifestation.

Un certain nombre de collègues, qui figurent sur la liste des personnes invitées, ne viendront pas. Certains ont des « pépins » personnels ou familiaux très graves. D'autres ne peuvent pas venir — c'est lié à la date de la manifestation, le 15 juin — parce que les cours sont à peu près terminés. Hier, pour repérer la salle, nous avons attendu la fin d'un examen. Peut-être aurions-nous dû anticiper le fait qu'il s'agit du jour de la fête de la fin du ramadan dans certains pays et que les visas français ont été difficiles à obtenir. En particulier, le représentant de RESAFAD Sénégal n'a eu son visa qu'hier soir, trop tard pour prendre l'avion.

En revanche, nous avons « échappé » à la coupe du monde de football dont le premier match aura lieu demain à 12 heures. (Je suis certain que Christophe Chaillot et d'autres l'auraient regardé sur leur ordinateur.) Nous n'avons pas tout à fait échappé à la grève de la SNCF. Étant donné qu'il y a les 24 heures du Mans, la gare du Mans est aujourd'hui occupée par les syndicats. L'un de nos collègues, Pascal Leroux, qui dirige le laboratoire du LIUM, partenaire historique de RESAFAD, ne peut pas venir en raison de cette occupation.

Je vous remercie encore une fois pour cet accueil et pour votre participation.

Un certain nombre de présents ont souhaité communiquer aujourd'hui sur des actions qu'ils mènent dans le domaine des technologies ou de la coopération. Nous n'avons pas pu accepter leur communication. Abondance de biens nuit. Et, surtout, la thématique est centrée sur les formations au sein de l'école de base. Ceci explique cela. Nous avons prévu des temps de pause pendant lesquels les échanges pourront avoir lieu. Des contacts pourront ainsi largement déborder cette journée de manifestation scientifique.

J'ignore si Georges-Louis l'a dit, mais un des objectifs, à l'issue de cette journée, est de publier. Tous les communicants seront invités à faire un résumé, peut-être encore davantage problématisé, de leur intervention de façon à ce que des actes de cette journée permettent, par la suite, de conserver les témoignages et les comptes rendus de recherche ou autres qui nous seront présentés aujourd'hui. Je vous remercie.

Nous avons organisé la journée autour d'interventions d'une dizaine de minutes. La première plage de communications va porter sur RESAFAD. Je vous rassure tout de suite, il s'agit de la seule consacrée à RESAFAD. Huit interventions sont prévues.

Session 1 : RESAFAD



Catherine Agulhon (Université Paris-Descartes) Repère Vidéo 12min10

Bonjour à tous. Je vais réguler le temps. 10 minutes — un quart d’heure maximum — par intervenant. C’est M. Balmes, consultant et ancien de l’AFD qui commence.



L'idée de RESAFAD

Jean-Claude Balmes (consultant) Repère Vidéo 13min20

Merci, Catherine Agulhon. Bonjour à tous. Je suis un ancien de l'AFD et, avant cela, j'étais au ministère de la Coopération. J'ai un peu le sentiment de faire partie de la première table ronde, celle des vétérans, au sens français et anglais du terme.

Mon propos va porter sur deux sujets. Je vais rappeler un peu le contexte de l'époque. Que se passait-il dans la coopération internationale et dans la coopération française ? Où en était-elle ? Quelles étaient ses ambitions et ses contraintes ? Et pourquoi l'idée de ce projet RESAFAD, construit avec un certain nombre de personnes ? Je les mentionnerai à la fin. Il y a notamment Jean Valérien qui a occupé une position tout à fait centrale dans ce processus.

Je vais commencer par quelques petits rappels historiques pour situer un peu les choses. RESAFAD débute en 1995-1997. Les premières discussions ont lieu en 1995. Le démarrage a lieu en 1997. C'était un moment un peu charnière dans l'histoire de la coopération française. Je fais un rappel rapide. En 1960, il y a les indépendances africaines. Du jour au lendemain, que se passe-t-il ? Tous les fonctionnaires français deviennent des coopérants civils ou militaires. Les postiers, les enseignants, les douaniers changent de casquette. Leur gestion reste à Oudinot, mais ils ne sont plus des fonctionnaires de la France, ils sont des coopérants au service des pays africains pour assurer un peu la transition. À l'époque, en 1960, l'idée est que cela ne devait pas durer très longtemps, qu'il y aurait ensuite une relève assez rapide et que le ministère de la Coopération disparaîtrait sans doute d'ici cinq à dix ans. Il a disparu en 1998.

La coopération internationale consistait principalement en deux choses : des personnels mis à disposition pour assurer la relève, faire un compagnonnage, permettre aux cadres émergents d'apparaître ; des grands programmes d'investissement (routes, aéroports, lycées, universités nationales africaines).

Je n'ai pas les chiffres de 1960 sur les personnels, mais je peux donner ceux de 1980-1981, soit la fin de cette période. Il y avait 10 637 coopérants français en Afrique subsaharienne, Madagascar compris, dont 7 815 enseignants. Ces 7 815 enseignants se répartissaient à peu près en trois tiers égaux entre l'enseignement secondaire général, l'enseignement technique et l'enseignement supérieur. En 1981, il n'y avait quasiment plus personne dans le primaire. Pendant toute cette période de 1960 à 1980, dans l'éducation, il y a quand même eu une mutation. Petit à petit, on quittait le primaire et on pensait que l'on quitterait ensuite le secondaire puis le supérieur, au fur et à mesure que les relèves se constitueraient.

Sur ces 8 000 personnes environ, beaucoup étaient payées par les pays africains. C'était le cas des pays intermédiaires (Côte-d'Ivoire, Gabon) qui payaient une bonne partie des coopérants. Avec la crise financière, ils n'ont plus eu les moyens de les payer. D'où une déflation assez radicale au début des années 80.

Dans une deuxième période, de 1980 à 1990, il s'agit d'un autre paradigme. Commence à émerger la coopération de projet. Dans les pays du hors-champ, les pays du Maghreb étaient en avance sur les pays de la coopération avec la formation des professeurs de français, des conseillers pédagogiques et des inspecteurs. Les premiers projets de formation de formateurs émergent dans les pays d'Afrique subsaharienne.

Un grand tournant a lieu à la fin des années 80 et 90 avec deux temps forts. En 1988, il y a l'ouvrage de la Banque mondiale sur les politiques sectorielles avec lequel on quitte enfin l'investissement strict pour aller dans le sens du conseil aux politiques éducatives. Il y a là toute une réflexion sur l'économie et le fonctionnement du système.

En France et ailleurs dans le monde, cela correspond aussi aux premières évaluations diagnostiques de masse sur les résultats des acquisitions scolaires, ce qui renouvelle la réflexion et la vision. Cela amène à s'interroger aussi sur le fonctionnement du système et de l'école. En 1990, il y a aussi Jomtien, c'est-à-dire l'éducation pour tous, l'éducation de base et le sentiment qu'il s'agit d'un problème central.

Une mutation importante du ministère de la Coopération va se dérouler tout au long des années 90 pour changer sa vision et son optique, ainsi que pour modifier ses ambitions. Il y a là une nécessité de se repositionner sur le primaire qui avait été déserté. Il y a la nécessité de prendre en compte les dimensions institutionnelles, le fonctionnement du système et des établissements scolaires.

Dans les années 90, débute aussi un partenariat international. D'où la dynamique de l'harmonisation de l'aide. Le secteur éducatif en a été le domaine le plus porteur avec Jomtien et la création de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique. Une dynamique partenariale s'est mise en place avec l'idée de faire émerger des capacités nationales et de les mettre en réseau.

Voilà où en était le ministère de la Coopération au début des années 90. À ce moment, je suis rentré du terrain. Jusque-là, j'étais en Guinée comme conseiller culturel. Dans ce mouvement, avec la Banque mondiale et le L'Agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development ou *USAID*), on avait commencé à concevoir le premier programme d'ajustement sectoriel de l'éducation, en parallèle avec celui du Ghana. C'est en quelque sorte le premier programme sectoriel de grande ampleur avec des ambitions dans le domaine institutionnel, ainsi que dans le domaine pédagogique.

Venons-en à RESAFAD. J'en viens à l'idée du projet. Nous avons besoin de revenir sur le primaire. Nous voyions bien qu'il y avait là des questions tout à fait centrales. Il fallait revenir sur ce terrain. Nous n'allions pas revenir avec des milliers de coopérants. Cela n'aurait pas eu de sens. Il fallait revenir par le truchement d'un projet ciblant un niveau essentiel qui est celui des directeurs d'école. En effet, le directeur d'école est à la fois un mentor, un manager, un animateur social. Il est donc vraiment au cœur des dynamiques locales.

Par ailleurs, nous avons aussi le souci de rééquilibrer la coopération au profit des dimensions institutionnelles. On voyait bien qu'il fallait revenir sur la formation. Mais on s'interrogeait sur les modèles précédents qui étaient pratiquement tous des modèles de formation en cascade dans les grands projets de formation continue. On formait les inspecteurs qui formaient les conseillers pédagogiques qui, ensuite, formaient à leur tour les instituteurs. Il y avait beaucoup d'investissement sur les niveaux intermédiaires, sur les hiérarchies intermédiaires mais très peu de « gouttes » qui arrivaient sur le terrain. C'était très coûteux dans des pays d'Afrique subsaharienne qui, à l'époque, étaient très peu denses au plan démographique. Il y avait donc des problèmes de logistique considérables pour amener et réunir les enseignants afin d'organiser les ateliers. On avait donc l'idée de changer un peu de modèle de formation. C'est ce que portera RESAFAD : une modalité d'autoformation assistée avec un certain nombre de regroupements et beaucoup de documents assez sophistiqués d'autoformation pour les personnels ciblés.

On avait aussi le souci de développer l'usage des TICE, même si on savait bien que la connectivité en Afrique subsaharienne n'était pas au rendez-vous. Mais il y avait quand même le souci d'aller un peu dans ce sens et, au moins, d'utiliser les traitements de texte pour produire des documents de qualité.

Il y a un autre élément de contexte qu'a porté le projet RESAFAD. Il y a l'idée de sortir de l'assistance technique directe comme outil exclusif. Il s'agit alors de remettre un peu en jeu des opérateurs, notamment les universités, pour faciliter un peu la capitalisation, amener des idées nouvelles, favoriser l'innovation. Ce n'était pas forcément ce que pouvait toujours porter l'assistance technique directe déjà en place depuis plusieurs années. Il y avait le souci de développer aussi des réseaux d'expertise.

J'ai un peu situé l'histoire, le contexte et nos ambitions à l'époque. Je m'arrête là.

Catherine Agulhon (Université Paris-Descartes)

Merci de cette intervention dont on sent qu'elle pourrait durer trois heures... Mais le temps n'est pas en votre faveur. Nous allons passer la parole à Jacques pour 10-12 minutes.



Rôle de Jean Valérien et premières ingénieries

Jacques Wallet (Université Rouen) Repère Vidéo 22min59

C'est donc le Laboratoire d'ingénierie didactique de l'Université de Paris-VII, dirigé par Bernard Dumont — présent dans cette salle —, qui, dans un premier temps, va porter le projet RESAFAD. Un certain nombre de ses doctorants ou de ses docteurs vont partir en Afrique. Certains d'entre eux interviendront tout à l'heure.

Ce projet va migrer vers une association du ministère des Affaires étrangères qui s'appelait l'AUDÉCAM, dont la filiation ensuite, beaucoup plus tard, est devenue l'Institut français. Bien sûr, l'idée générale est la suivante : au départ, c'est de faire la formation managériale des directeurs d'école dans 9 pays. Cette formation est basée sur des documents sur papier et, avec l'introduction d'Internet, sur une mise en réseau avec l'équipe, la base arrière, installée à Paris.

La figure de Jean Valérien est centrale. À cette époque, il a dirigé la télévision scolaire en France. Il a fait partie de l'expérience de Bouaké. Par sa force de conviction, il va permettre le développement de cette opération. J'ai juste souhaité diffuser deux extraits de film tournés à l'époque. Le premier de ces extraits est toujours en ligne dans le cadre d'une collection mémorielle sur les pionniers des technologies. Nous allons laisser la parole à Jean Valérien sur sa conception de la coopération. Il dit quelques mots.

L'autre extrait montre le lancement de RESAFAD au Burkina Faso

Projection d'un extrait de film Repère Vidéo 25min

Jean Valérien : *« La coopération, c'est, pour moi, faire avec. Je suis allé à l'extérieur de l'Hexagone pour la première fois dans les années 1969-1970. J'ai découvert ce qu'était un pays en développement, donc la nécessité d'aider ces pays tout en les respectant et en les considérant comme un partenaire à part entière. Ceci, j'y étais préparé sans doute par mes études à Saint-Cloud où on m'avait appris qu'en échange de ma bourse et en échange des efforts de la République faits pour ma scolarité, je me devais d'être d'une grande utilité sociale dans ma vie professionnelle, un petit peu comme on le dit également aux ingénieurs de Centrale qui ont à construire des ponts pour rendre à la société une partie de leur dette. Donc coopération, faire avec dans le plus grand respect du partenaire.*

« Et, en matière d'éducation, il y a beaucoup à faire puisque, aujourd'hui encore, malgré Jomtien et 1990, le plan disons généreux de l'éducation de base pour tous, nous sommes loin du compte. Et il y a encore un tiers de l'humanité qui est analphabète et qui le restera.

« On peut utiliser, je dirais, des techniques ou des méthodes pour, disons... avec un souci éducatif. Mais il faut quand même se rappeler avec force que, quelle que soit la méthode ou quelle que soit la technique, cette méthode ou cette technique ne vont pas résoudre les problèmes. Je prends quelques exemples. On peut disposer, je dirais, du meilleur manuel au monde et le distribuer à toute l'humanité. Ce n'est pas pour ça que les populations analphabètes apprendront à lire. On peut disposer des meilleurs didacticiens et, je dirais... il faut se rapprocher un petit peu des théories de l'apprentissage et penser que, pour qu'il y ait acquisition, qu'il y ait des connaissances, pour qu'il y ait appropriation, il faut vraisemblablement deux choses : d'une part, la volonté de l'individu de s'approprier les connaissances et, d'autre part, une médiation humaine.

« Et cette médiation humaine, elle est faite justement pour, je dirais, faire qu'il y ait une cohérence entre les différentes activités qui sont proposées aux apprenants. Il y a donc une nécessaire intégration de tout ce que peut apporter le maître et de tout ce que peuvent apporter les nouvelles technologies dans la classe au service de l'apprentissage pour que la motivation de l'apprenant soit entretenue et pour qu'il ait toujours un même désir d'apprendre, la même volonté d'apprendre, la même fougue d'apprendre. »

Projection d'un extrait de film Repère Vidéo 28min04

Jean Valérien : « *Je pense, par exemple, à ce qui s'est passé pour les langues. Toutes les langues qui ont utilisé l'imprimerie sont aujourd'hui florissantes. Celles qui n'ont pas eu recours à l'imprimerie, disons, ne sont pas des langues de grande communication. Eh bien, il en sera de même pour l'Internet. Les langues qui seront sur Internet demain seront des langues de grande communication. Celles qui ne seront pas sur Internet seront des langues désavantagées. Donc il est très important qu'il y ait des productions du sud sur...* »

Projection d'un extrait de film Repère Vidéo 28min33

Jean Valérien : « *RESAFAD est un partenariat donc entre des bailleurs et des autorités. Et il appartient, je dirais, aux autorités nationales de déterminer leurs priorités. La formation des directeurs d'école a été lancée il y a maintenant un an. Le matériel, vous l'avez vu dans certains pays, est installé il y a moins de trois mois. Nous sommes ici pour ouvrir le dispositif. Donc vous allez voir, dans les études de cas qui vont se dérouler, un certain nombre de dispositifs dont vous pourriez vous inspirer avec un dispositif comme RESAFAD.* »

Jacques Wallet (Université Rouen)

Le premier extrait date de 1998 et le second de 1996. C'est très intéressant par rapport aux problématiques contemporaines.

Catherine Agulhon (Université Paris-Descartes)

Je passe la parole à Emmanuelle Voulgre de l'Université Paris-Descartes pour Une « préhistoire » des Technologies de l'Education au Niger et République de Côte d'Ivoire ?



Une « préhistoire » des Technologies de l'Éducation au Niger et République de Côte d'Ivoire ?

Emmanuelle Voulgre (Université Paris-Descartes) Repère Vidéo 29min44

Bonjour, je suis Emmanuelle Voulgre, Maître de conférences à l'université Paris Descartes et membre du Laboratoire Education, Discours et Apprentissages. Je vais présenter une communication que s'intitule Une « préhistoire » des Technologies de l'Éducation au Niger et République de Côte d'Ivoire ?

Compte tenu de la durée de cette communication, nous allons très brièvement aborder : le contexte des technologies éducatives dans les années 1960 et le contexte de l'alphabétisation dans le monde là encore dans les années 60. Nous présenterons notre méthodologie. Nous focaliserons sur deux expérimentations pour en identifier des questions renouvelées par les contextes actuels.

Dans le monde, dans les années 60, certains pensent que l'audiovisuel va permettre de changer qualitativement et quantitativement l'éducation. En France se met en place dès 1945 un département pour la production audiovisuelle de la télévision française à vocation pédagogique ; qui devient en 1962, « Radio Télévision Scolaire » (RTS), et qui diffusera jusqu'à 27 heures de programmes par semaine sur l'unique chaîne de télévision.

Des établissements expérimentaux sont créés dont le collège Louis Lumière à Marly-Le-Roi ouvert de 1966 à 1979. Il s'agit d'une forme d'industrialisation puisque le cours est réalisé par une équipe de didacticiens pour être vu dans une classe selon un protocole spécifique.

Sur le plan de l'alphabétisation dans le monde, des conférences internationales fixent deux grandes orientations : En 1960, la volonté d'utiliser des méthodes et techniques nouvelles pour résoudre le problème que constitue l'analphabétisme. Et en 1961, la volonté de mettre en place un plan pour une scolarisation totale, en Afrique, au niveau du premier degré, et à l'horizon 1980

Notre approche repose sur les témoignages forcément subjectifs d'acteurs qui ont créé ou dirigé les expérimentations. Nous avons recherché dans les textes les éléments contextuels.

Les expérimentations de Télévision scolaire au Niger Puis en Côte d'Ivoire vont reposer sur une équation ambitieuse: scolariser un maximum d'élèves, faciliter la pratique des enseignants peu formés qui auraient à utiliser des supports écrits permettant d'exploiter les émissions de TV, créer une nouvelle pédagogie basée sur l'Activité des élèves , industrialiser la diffusion de cet enseignement avec le moindre coût possible, enfin mettre en place un enseignement reposant sur des données scientifiques. Pour Brunswick (1970, p2) il s'agit de définir des objectifs d'apprentissage à atteindre identifiables sinon mesurables, ce qui importe c'est ce que l'élève doit savoir faire en fin de processus, et non ce que l'enseignant se propose de faire. Au Niger, il n'y a pas eu la généralisation escomptée de l'expérimentation, il y avait une volonté d'industrialisation. Pour Max Égly, il était important que l'audiovisuel prenne une place centrale dans la pédagogie de ce projet. L'image devait se comprendre sans ambiguïté, les schémas devaient être univoques. Afin qu'il n'y ait pas besoin d'enseignants qualifiés.

La télévision scolaire de Côte d'Ivoire tente d'appliquer directement les leçons tirées de cet échec de généralisation ou ouvrant en principe près de 450 classes dès le démarrage. Mais de nombreux problèmes techniques, de réceptions, d'alimentations électriques ne se résolvent pas si facilement et rapidement. Là encore l'idée de la création du cours est centralisée et l'image doit être diffusée à toutes les classes. Le format industriel est plus agressif et l'ambition industrielle plus novatrice !

À cette époque-là, une coopérante, seule s'occupait des émissions pour les cours de français. À l'époque, ces expérimentations permettent au moins 4 constats d'échecs d'ordres technologique, structurel, médiatique, et pédagogique.

Mais aujourd'hui, après une longue période sensible, on peut faire deux constats, et nous terminerons par cela : dans ces pays qui ne bénéficient pas de stabilités politiques ; les taux de scolarisations et la qualité de l'enseignement n'est toujours pas à la hauteur des objectifs escomptés ; les croyances dans les supers pouvoirs des technologies de l'éducation se renouvellent avec Internet et les Mooc. Ce qui est préoccupant...Je vous remercie de votre attention.

Catherine Agulhon (Université Paris-Descartes)

Je passe la parole à Issa Boro et Jean-François Télet, du RESAFAD Burkina Faso. Quel héritage va laisser le RESAFAD ?



RESAFAD au Burkina Faso : quel héritage ?

Issa Boro (Université Ouagadougou) Repère Vidéo 36min45

Je vais faire la présentation, ce qui permettra à Jean-François de compléter. Ma présentation sera simplement sur l'histoire de RESAFAD au Burkina. J'ai secondé Jean-François qui a été l'acteur principal de la mise en place de RESAFAD au Burkina. Je vais juste témoigner de ce que j'en sais.

Après un rappel historique, je vais parler des actions de RESAFAD au Burkina Faso et des traces que ces actions ont laissées, perceptibles aujourd'hui, ainsi que ce que l'on peut en tirer comme bilan.

Pour parler de l'histoire, il faut dire que le RESAFAD au Burkina est parti du grand séminaire RESAFAD qui s'est tenu en 1997 à Ouagadougou. J'y ai participé en tant qu'observateur. À l'issue du séminaire, Jean-François a mis en place le centre RESAFAD qui a porté toutes les actions de RESAFAD au Burkina. Il a été créé en 1998. Ce centre était soutenu par le projet d'appui à l'éducation de base au Burkina. C'est un projet français. Il a eu la bonne idée de s'appuyer sur le RENER, à l'époque, qui était le seul réseau vraiment efficace au Burkina. C'était un contexte où l'Internet en était aux balbutiements. Il n'y avait quasiment pas de réseau fiable. Les acteurs de l'éducation s'étaient regroupés au sein de ce réseau pour essayer d'unir leurs forces et mettre en place quelque chose qui puisse vraiment bien tenir. Jean-François a eu la bonne idée d'adhérer à ce réseau, ce qui a doté le RESAFAD d'un réseau considéré comme un des meilleurs.

Sa mission était d'œuvrer à l'émergence d'une expertise TIC et de mettre aussi en place les fondements de la formation à distance au Burkina.

Dans la pratique, on a commencé par la formation à distance des directeurs d'école. Cela a eu lieu dans un contexte où il n'y avait quasiment pas de connectivité, en dehors de la capitale. C'est surtout des ressources sur CD-Rom et des documents sur papier qui ont été utilisés dans cette formation à distance. La formation à distance a été très appréciée des acteurs de l'éducation au Burkina. Entre 1997 et 2003, elle a permis de former 2 093 directeurs d'école. Jusqu'à aujourd'hui, le ministère cite cette expérience comme une des plus réussies.

Par la suite, ce qui a fait l'image du RESAFAD, c'est le diplôme d'université de communicateur multimédia (DUCM) qui a été mis en œuvre en partenariat avec l'Université du Maine. Entre 2000 et 2005, cette action a permis de former 144 diplômés issus de différents secteurs d'activité, dont une bonne moitié dans le secteur de l'éducation.

Aujourd'hui, on trouve encore des traces. J'ai dit tout à l'heure que le ministère de l'Éducation cite la formation à distance des directeurs d'école comme une action très réussie et qui gagnerait à être rééditée en tenant compte du contexte actuel.

Il est dommage que les enseignants chercheurs de l'Université de Ouagadougou ne se soient pas intéressés à cette action. De ce fait, il n'y a pas de suite, il n'y a pas de travaux au niveau local sur lesquels s'appuyer pour rééditer une telle action. Comme les acteurs de RESAFAD ne sont plus sur place, c'est un handicap pour le ministère. À tous les niveaux, on trouve des acteurs qui ont été formés par le DUCM et qui réclament encore aujourd'hui cette formation que nous avons dû arrêter. En effet, après la fin de la collaboration avec l'Université du Maine, l'Université n'a pas fait preuve d'assez d'engagement pour permettre à l'action de continuer. Sinon, il y avait une volonté au niveau des acteurs, mais pas assez de soutien de la part de l'Université.

Les produits du RESAFAD ont subi, bien sûr, l'évolution du contexte. Certains sites se sont retrouvés obsolètes, ont un peu disparu, ont été remplacés par des produits beaucoup plus actuels. Mais, comme je l'ai dit, tout le monde regrette la fin du RESAFAD.

Le RESAFAD a fortement contribué à l'émergence de compétences en technologies de l'information et de la communication (TIC) pour l'éducation et, également, pour le développement de façon générale au Burkina.

Au niveau du campus, le centre RESAFAD a été rétrocédé à la bibliothèque de l'Université qui s'en sert toujours en essayant de reproduire le modèle du RESAFAD qui est considéré comme un exemple de réussite.

Je vais laisser à Jean-François l'opportunité de compléter. Il en sait beaucoup plus que moi sur cette expérience. Je vous remercie.

Jean-François Téret (Université de Cergy) Repère Vidéo 45min49

Bonjour. Merci, Issa, d'avoir fait ce panorama synthétique et juste. J'ai envie de rajouter juste une chose. En fait, il y a une chose dont il faut avoir conscience. Dans l'action du RESAFAD au Burkina Faso, on a quand même tenté et réussi partiellement à faire travailler ensemble des gens de l'éducation de base et l'Université. Ce n'est pas du tout évident. En 1998, à la fin des années 2000, faire seulement entrer des cadres du MEBA (enseignement de base) à l'Université, cela n'allait pas de soi. Je ne sais pas si cela va de soi aujourd'hui. Je pense que c'est plus facile aujourd'hui parce qu'il y a eu précisément ces expériences et ces tentatives. Mais cela n'allait pas de soi. Je vous remercie. Merci, Issa.

Catherine Agulhon (Université Paris-Descartes)

Je vous remercie pour ce témoignage. Je passe de nouveau la parole à M. Wallet dans la mesure où Vang Tho Hua, du Togo, est absent. Il va donc dire quelques mots sur le RESAFAD au Togo à la place de cette personne qui n'a pas pu venir.



Un mot sur Vang Tho Hua (consultant) du RESAFAD au Togo

Jacques Wallet (Université de Rouen) Repère Vidéo 46min55

S'il y a bien un ancien combattant du RESAFAD qui se faisait une joie de venir, c'est Vang Tho Hua. Il est gravement malade. Il n'est pas parmi nous aujourd'hui.

Je souhaite intervenir pour raconter une anecdote qui fera écho avec l'intervention de Jean-Claude Balmes sur la rupture du modèle de coopération et avec ce mystérieux acronyme, DUCM, qui vient d'être utilisé par Issa Boro. Entre parenthèses, on parle beaucoup de *naming* aujourd'hui. Chapeau, Bernard Dumont, d'avoir trouvé RESAFAD comme terminologie. En effet, s'il y a un acronyme qui est porteur, c'est bien celui-là.

Vang Tho Hua, coopérant au Togo, est un ancien étudiant au LID. Quelques mois après sa nomination, Jean Valérien reçoit une lettre — je ne sais plus si c'était par toi, Jean-Claude, ou directement — selon laquelle la situation de Hua est désespérée et qu'il faut s'interroger sur son rapatriement en France. Valérien me dit : « Si j'y vais, je peux bouillir... Donc tu vas y aller. » Je vais au Togo. Je suis reçu par les autorités en matière de coopération éducative. Je ne sais plus quel était leur titre. Ces personnes me disent : « M. Hua est un électron libre. Il n'en fait qu'à sa tête. Il ne vient pas aux réunions des coopérants français. On ne sait pas ce qu'il fait. C'est totalement mystérieux. Vous ne vous rendez pas compte, la coopération française est en crise avec le ministère togolais. » Nous étions environ en février. « D'ailleurs les coopérants nommés en septembre n'ont pas pu prendre leur poste puisque l'attaché culturel et les autres titres n'ont pas été reçus par le ministre de l'Éducation. Mais vous, comme vous venez de France, vous êtes reçu par le secrétaire général du ministère. »

Je vais donc au ministère, non pas tout tremblant, mais en me demandant ce qui va se passer. On est reçu par quelqu'un de très chaleureux et, en particulier, chaleureux avec Hua. Quelqu'un ouvre la porte. C'est le ministre lui-même : « Vang Tho, tu viens dans mon bureau tout de suite après. » Vous vous rendez compte de la situation. La personne de haut niveau de la coopération française ne peut pas être reçue par le ministre tandis que le ministre se déplace pour dire au petit coopérant du RESAFAD de venir dans son bureau.

Révolution dans nos cerveaux. On se demande ce qui se passe. Dans tous les couloirs, les gens saluent Hua. C'est là qu'est né le DUCM. En fait, Vang Tho avait initié tout le ministère à Internet. Il leur donnait des cours du soir pour leur expliquer ce qu'étaient Internet, les adresses, etc. On s'est dit alors qu'il était impératif de créer une structure ou un diplôme qui forme ou qui informe les gens du ministère à Internet.

C'était Vang Tho Hua. À l'issue de cette visite, la personne de la coopération me dit : « Ça va, mais il y a quand même un autre problème. On le voit sans arrêt à l'ambassade des États-Unis. » Nos amis de l'AFD diraient, vingt ans après, que ce serait un bon point, les bailleurs travaillant ensemble. Mais, à l'époque, c'était mal vu. Je prends Vang Tho à part et je lui dis : « Tu as gagné, tu es le meilleur, tu formes à Internet. Mais pourquoi vas-tu à l'ambassade des États-Unis ? » Il me regarde et me dit : « Tu n'as rien compris. » Je réponds : « En effet, je n'ai rien compris. » Il m'explique : « Le coopérant Internet de l'ambassade des États-Unis est un réfugié politique vietnamien comme moi. Mais lui a choisi les États-Unis. Donc on travaille ensemble. » Je lui ai dit : « Mais ce n'est pas la coopération vietnamienne. Tu es de la coopération française. » « Je sais, je sais, a-t-il répondu, je suis autant français que toi. » C'était Vang Tho Hua.

Jean-Claude Balmes (consultant) Repère Vidéo 51min22

Je rajoute un mot. Cette affaire n'est jamais arrivée aux oreilles de la coopération. Le poste diplomatique du Togo n'a jamais manifesté ces difficultés. Cela renvoie à un problème qui était le problème global du pilotage de la coopération éducative. La mentalité des postes était une mentalité de commandant de cercle. Le chef de mission ou le conseiller culturel était celui qui décidait de tout. Et Paris embêtait tout le monde, en quelque sorte. Il y avait une lutte pour les innovations. Les financements qui arrivaient ainsi — ce que l'on appelait le FAC d'intérêt général — n'étaient pas attribués au pays mais permettaient de lancer des innovations ou des réseaux. C'était très mal vécu par beaucoup, ainsi que par l'assistance technique directe. Les chefs de projet étaient souvent des inspecteurs aussi habitués au commandement, etc. La greffe avait beaucoup de mal à prendre. C'était une source de difficultés pour beaucoup du réseau RESAFAD, mais aussi venant de projets comparables. À chaque fois qu'il y avait des innovations, il y avait une résistance très forte de cette nature.

Catherine Agulhon (Université Paris-Descartes)

Nous allons écouter maintenant Marie-Paule Crochet et Nicole Bernard de l'UPCM de Paris.



Guinée : formation des directeurs et expérimentation UeL

Marie-Paule Crochet-Thery (consultante) Repère Vidéo 54min00

Bonjour. Quand j'étais en Guinée, je n'ai pas fait la révolution comme Vang Tho. J'étais plus calme. Cette communication sera un numéro de duettiste, à ceci près que les duettistes n'ont pas pu répéter. Je vous demanderai toute votre indulgence.

La FADDE — cela s'appelait ainsi en Guinée — est la formation à distance des directeurs d'école. Cette formation qualifiante avait obtenu d'être une formation qualifiante par le ministre. Il s'agissait d'être au plus près du terrain et des directeurs. D'où trois idées phares.

Il y avait la collaboration à Conakry. Tous les modules avaient été visés avant d'être envoyés. En région, les inspecteurs régionaux et départementaux étaient en charge de l'évaluation et du suivi.

La modélisation concernait l'ensemble de la formation, y compris pour l'évaluation et la façon dont les devoirs arrivaient et repartaient en régions.

Il y avait aussi une volonté de travailler de façon décentralisée. En effet, les devoirs étaient faits sur place. Les tuteurs résidaient dans les préfectures. La correction était faite dans les préfectures régionales. De plus, des ateliers de suivi à mi-parcours avaient lieu dans toutes les préfectures.

La FADDE en Guinée en quelques chiffres : environ 1 000 directeurs formés, un peu moins de 80 % admis, un taux d'abandon très faible du fait que cela donnait une qualification.

Il y avait une double évaluation : par les tuteurs et par un évaluateur extérieur de l'Institut supérieur des sciences de l'éducation. À l'époque, quand elle a terminé en 2003, elle avait réussi sa tâche. Le ministère et les formés étaient très satisfaits.

Le RESAFAD a mené aussi une action au service l'université guinéenne qui a duré de 2000 à 2004. Le contexte institutionnel était un souhait des autorités universitaires guinéennes de maîtriser les coûts, et surtout, de maîtriser les flux, qui étaient un gros problème à l'université en dépit du fait qu'ils y arrivaient par concours. Surtout, ils avaient tous tendance à vouloir aller à Conakry.

Parmi les contraintes pour faire quelque chose avec Internet, il n'y avait pas Internet à l'université. Il y avait des ordinateurs, ce qui n'avait pas été le cas en 1996 quand j'étais arrivée pour RESAFAD. Il y avait aussi toujours le même problème d'électricité. Il y avait des pannes à Conakry, mais il y avait de temps en temps de l'électricité à Kankan et à Labé.

La carte montre la position de Conakry, l'Université de Kankan et le centre universitaire de Labé en pays peul. Ce sont les trois endroits où a eu lieu cette expérimentation.

Les différents acteurs étaient RESAFAD, le RUCA, les recteurs des universités et la composante I (sciences) qui nous a aidés avec le matériel.

Nicole Bernard (UPCM-Paris) Repère Vidéo 1h01min35

C'est en 2000 que Jean Valérien m'a contactée parce que j'étais présidente du RUCA (Réseau universitaire des centres d'autoformation). Il s'agissait d'espaces ouverts à l'époque dans les universités, équipés d'ordinateurs à des fins pédagogiques, à disposition des enseignants et des étudiants en libre-service. Il s'agissait d'un réseau d'une dizaine d'universités qui avait ses espaces avec des ordinateurs, mais où il manquait dramatiquement de ressources numériques pédagogiques. Le RUCA a donc créé un consortium d'enseignants chercheurs de toutes universités — il se trouve qu'ils étaient tous scientifiques — pour produire des ressources.

Nous avons commencé avec de petits logiciels éducatifs d'évaluation. Puis, chemin faisant, ces logiciels éducatifs ont été structurés en une ressource globale que nous avons appelée l'université en ligne. Elle était intégralement financée par le ministère. Elle correspondait tout à fait à ce que voulait Jean Valérien. Il s'agissait d'un produit d'autoformation avec des activités d'observation, de simulation, d'évaluation. Cela correspondait vraiment à un produit d'autoformation utilisé par les enseignants avec leurs étudiants et également utilisé par les étudiants en libre-service.

Je suis partie avec Jean Valérien dans les années 2000. Je n'étais que la porteuse de valises de CD-Rom, avec quelques préconisations tout de même d'usage pédagogique qui étaient le fruit d'une réflexion que nous avons entamée au sein du RUCA. Je suis donc partie avec lui pendant trois ans successifs pour la Guinée, le Togo et le Sénégal.

Aujourd'hui, nous allons regarder un peu notre expérimentation en Guinée. Elle fut riche, grâce à la présence de Marie-Paule Crochet-Thery. Grâce à cette expérimentation, nous avons semé un peu la graine de l'utilisation des nouvelles technologies.

Marie-Paule Crochet-Thery (consultante) Repère Vidéo 1h04min58

Comme je vous l'ai dit, les contraintes techniques faisaient que nous avons choisi le CD-Rom pour implanter l'UeL. Tous les enseignants avaient été formés à Conakry. L'expérimentation a eu lieu avec des étudiants en présentiel. Il y a eu un essai en autoformation à Labé.

Voici des photographies de l'expérimentation à Kankan. Vous voyez la salle de ressources des professeurs qui préparent leurs cours et maîtrisent l'outil. Cette photographie montre un cours de maths où on voit le professeur qui est aux commandes. Les étudiants écoutent. Il donne ensuite des exercices. Puis les élèves travaillent.

Pour l'expérimentation à Labé, une salle avait été spécialement équipée, mais dans le cadre de la composante I, c'est-à-dire la composante scientifique de l'aide du FAC en termes d'appui à l'université. Les étudiants de Math-info avaient le droit d'avoir un libre-service à leur disposition aux heures prévues par le directeur du centre. Ils en étaient évidemment fort satisfaits.

Quelques mots pour conclure. Il y a eu des points positifs. L'adhésion de certains professeurs a été pleine et entière. Ils ont modifié leurs pratiques. Les étudiants étaient enthousiastes. Surtout, il y a eu le succès aux examens de ceux qui avaient travaillé en autoformation et qui avaient suivi des cours. À Labé, ils étaient 60. C'était un tout petit groupe. Ils ont raflé les trois quarts des places au concours de l'école supérieure d'informatique, au grand dam de l'Université de Kankan et, pire, de Conakry.

Il y avait néanmoins des fragilités sur la durée. En termes de matériel, il s'agissait de CD-Rom. L'expérimentation dépendait aussi essentiellement de la volonté des recteurs. À Conakry, elle dépendait aussi du doyen. Nous étions vraiment à la merci de leur politique, surtout une fois que nous serions partis.

Il ne faut pas oublier les freins hiérarchiques. Les gens qui faisaient l'expérimentation étaient les plus jeunes professeurs. Mais les maîtres de chaire, qui étaient responsables de l'enseignement, faisaient tout pour que rien ne bouge et rester à leur place.

Enfin, un facteur aggravant était l'instabilité récurrente dans les universités, avec les grèves suivies de répressions armées.

Je ne voudrais pas terminer sans dire que, s'il n'y a plus d'enseignement à distance pour les directeurs d'école, la formation des directeurs d'école continue. À l'Institut supérieur des sciences de l'éducation, il y a un master qui se gère à 60 % à distance et qui forme pour la formation des formateurs. J'ai eu ces renseignements par le docteur Ginabou Baldé, qui ne peut pas être parmi nous aujourd'hui, qui a fait sa thèse sur l'enseignement à distance, qui a fait partie de l'équipe RESAFAD et qui continue l'esprit de RESAFAD. Même si la coopération française n'est plus présente dans ce secteur actuellement, c'est réalisé avec les Canadiens. C'est quand même notre esprit, l'esprit RESAFAD, qui anime Ginabou.

Nicole Bernard (UPCM-Paris) Repère Vidéo 1h09min26

Puisque nous sommes dans la session mémorielle, je me permets de vous dire un mot sur les voyages que j'ai faits avec Jean Valérien et sur la personnalité de Jean Valérien. Je suis donc partie souvent avec Jean Valérien pendant quatre ans. À sa demande, je le suivais tout le temps, dans toutes ses démarches

officieuses et officielles, dans ses rencontres avec les uns et les autres. Je n'étais pas porteuse de valises. J'étais simplement là comme un témoin. Ce fut une découverte d'un humaniste hors pair, exceptionnel, qui avait une idéologie du partage, du transfert et du service. Il était au service de l'intérêt général tout en étant très vigilant pour que ce service soit porté à chacun.

C'était un politique que j'ai trouvé aussi exceptionnel. Je ne l'ai jamais vu bouillir. Peut-être ma présence était-elle un peu sédative. Il savait définir des stratégies et, une fois ces stratégies définies, il avait une pratique et une tactique que je trouvais exemplaires. On en parlait avant, on en parlait après. Il théorisait et il mettait aussi en pratique.

Enfin, pour enjoliver le tout, c'était un épicurien. En dehors des rencontres officielles, c'était la belle vie avec lui.

Un humaniste, un politique, un épicurien. Ce fut pour moi un régal. À travers Jacques, je voudrais remercier RESAFAD de m'avoir fait ce cadeau.

Catherine Agulhon (Université Paris-Descartes) Repère Vidéo 1h11min40

Merci pour ce témoignage. J'appelle les derniers intervenants de cette table ronde. Je donne la parole à Claude Lishou de l'UCAD de Dakar pour un petit quart d'heure.



RESAFAD, initiateur d'une génération de pionniers

Claude Lishou (UCAD Dakar) Repère Vidéo 1h13min00

Je vous remercie. Bonjour à toutes et à tous. J'ai le plaisir de vous rencontrer ce matin. Je vous souviens certains d'entre vous, d'autres il y a bien longtemps.

J'ai le plaisir de vous proposer cette communication sur les hommes, au-delà des dispositifs technopédagogiques de RESAFAD. Il était peut-être bon aussi de parler des hommes que j'appelle les pionniers. Certains sont présents aujourd'hui.

Depuis vingt ans, nous avons vécu cette aventure ensemble. Les lumières vont peut-être s'éteindre ce soir sur RESAFAD, mais nous continuons à porter cette vision. Je voudrais rappeler qu'au début, cela concernait le Burkina Faso, la Guinée, le Mali, le Togo et le Bénin. Je suis monté dans le wagon quand il s'est agi du Sénégal pour porter le DUCM dont on a parlé tout à l'heure et pour porter aussi le DUTICE, que certains ont peut-être oublié mais qui a été très important avant le master (UTICEF) qui s'inscrit bien plus dans la durée.

Ce DUCM était sous la responsabilité de l'Université du Maine, de l'Université Cheikh-Anta-Diop et de RESAFAD. Il s'est agi de délivrer un diplôme français. C'était important à l'époque. Tous les apprenants étaient inscrits en France. Avec ce diplôme, ils pouvaient aussi s'insérer convenablement à l'époque au niveau des universités, d'un certain nombre d'organismes, voire d'entreprises. En effet, le DUCM était payant à l'époque.

Le DUTICE a été monté avec l'École supérieure polytechnique, l'École normale supérieure de Dakar à l'époque, l'Université Louis-Pasteur de Strasbourg — nous saluons le collègue Alain Girier qui y était à l'époque —, l'Université de Genève où se trouvait aussi Daniel Peraya, que je ne vois pas aujourd'hui. Je vois notre ami de l'Université de Mons, Christian.

Je voudrais rappeler le contexte. On part de loin. C'était un défi à l'époque que d'avoir une salle de 12 postes de travail connectés Pentium III. J'ai retrouvé cette diapositive qui date de 2001. Il y avait deux imprimantes, un scanner, une liaison permanente Internet 256 k. C'était ce qu'il fallait avoir pour être éligible. Le serveur pédagogique était un serveur central Web CT. Et nous avions déjà à cette époque un serveur miroir dans la salle. Nous avions un disque dur externe qui contenait toutes les ressources pédagogiques développées par la base arrière. Il y avait une salle dédiée, une photocopieuse, etc.

Les choses ont bien changé aujourd'hui. Les choses ont évolué. J'en témoignerai tout à l'heure, nous avons été quand même habitués à ce contexte dur — je ne veux pas dire « africain » — de terrain. Il fallait réaliser quand même les prestations pédagogiques aux normes internationales. Cela nous a fait beaucoup réfléchir. Cela nous a amenés à faire des adaptations. Cela nous a permis de trouver un certain nombre de solutions pour faire passer le message pédagogique malgré la bande passante très faible, malgré les coûts élevés de la connectivité à l'époque.

J'en viens à ce qui m'intéresse aujourd'hui dans ma communication. Je parlais des pionniers. Il s'agit aujourd'hui de les cartographier et de définir aussi ce périmètre de RESAFAD qui allait très loin. Hier, j'ai commencé un petit exercice en posant sur une petite carte les pays concernés. En fait, tout se superpose. Quelques points sont indiqués, mais c'est très dense. Je pourrais vous le montrer en ligne tout à l'heure. Cela montre les acteurs en Mauritanie, au Sénégal, en Guinée, au Mali, au Burkina Faso, au Togo, au Bénin, en France, en Suisse, à Maurice. (J'ai répertorié Virginie Thorens que vous avez connue.) Le périmètre est très flou et très large. Ces acteurs se retrouvent aussi en Égypte, à Alexandrie, au niveau de l'Université Senghor, en Tunisie, au Maroc. Nous pourrions en parler.

Me concernant, j'apporte ce témoignage. À partir du moment où j'ai intégré le projet RESAFAD et j'ai piloté deux de ses programmes à partir du Sénégal, j'ai eu vraiment accès à tout ce réseau dans tous ces pays avec une entrée toujours spontanée au Burkina Faso avec Issa Boro, en Guinée avec Maomi Pesota. Ces noms vous rappellent beaucoup de choses. Il y a aussi notre ami Papa Yuga Dieng, qui n'a pas pu être présent aujourd'hui, de RESAFAD à Dakar. Il y a le NEPAD, l'Union africaine, l'OIF, l'IFADEM. Il y a du monde et on peut continuer à étoffer cette cartographie.

Ces acteurs étaient responsables de centre, formateurs, tuteurs, stagiaires, coordonnateurs pédagogiques. Ils occupent aujourd'hui des postes de direction. La plupart d'entre eux sont chefs de projet ou animateurs de cellule ou de centre de ressources techno-pédagogiques (CRTP).

Les activités vont au-delà de la formation à distance, mais il y a aussi la technologie MOOC. Ils réalisent aujourd'hui des études TICE. Ils élaborent des stratégies nationales, régionales et internationales. Ils ont maintenu vraiment l'animation de quasiment tous les ateliers de sensibilisation et de formation en Afrique francophone et dans l'espace francophone en général. C'est pour cette raison que je dis que le périmètre dépasse celui des 8 ou 9 pays que nous avons cités. Cela s'étend jusqu'au Vietnam que nous avons eu le plaisir d'appuyer.

L'appui se fait à travers plusieurs institutions. Il y a l'AUF avec son expérimentation passée de l'UVF, les programmes TRANSFER, TNSA (télévision numérique de savoirs africains). Il y a eu un certain nombre de projets au niveau de l'OIF, de l'INTIF, du Fonds francophone des inforoutes, de la Direction de la francophonie numérique.

Tous ont participé à des projets au niveau de l'Organisation des nations unies avec l'ITU, la CNUCED. J'ai ainsi le plaisir de travailler depuis bien longtemps avec la CNUCED, avec Dominique Chantrel, qui est là. Ensemble, nous avons mis en place la formation à distance. Il y a l'OMC, l'UNITAR, l'UNICEF. Beaucoup de stratégies TICE pays ont été réalisées. L'UNICEF est le partenaire des organismes de l'éducation nationale dans les pays de l'Afrique francophone. C'est l'UNICEF qui représente les partenaires. Beaucoup d'études ont été réalisées par des anciens de RESAFAD au niveau aussi de l'UNESCO (chaire ENSETP, chaire à l'Université de Kara que je pilote aussi). J'ai eu aussi le soutien de Mons, avec Christian Depover, Daniel Peraya et d'autres comme l'IFIC, Mona. Il y a aussi l'ISESCO.

Les universités virtuelles commencent en Afrique actuellement. Cela va s'amplifier. Depuis l'UVA, l'Université virtuelle du Sénégal a démarré il y a quatre ans. Sa première promotion est sortie. Ces universités virtuelles aujourd'hui, que ce soit celle du Sénégal, de Côte-d'Ivoire ou du Burkina qui vient à peine de commencer, sont animées par des acteurs du RESAFAD. De même, dans les écoles normales, devenues des facultés de l'éducation, plusieurs acteurs de haut niveau ont eu leur thèse en France à Rouen, à Bordeaux, au Canada, en Belgique, en Suisse. On peut citer d'autres organismes de référence comme le ZIE au Burkina.

Beaucoup d'acteurs du RESAFAD pilotent des conférences ministérielles au niveau de l'ADEA, de la Banque africaine de développement, de l'Union africaine, du NEPAD, du projet Rel@v.

Il y a aussi le CAMES, équivalent du CNU. J'ai le plaisir d'être le président de la section « sciences et techniques de l'ingénieur » du CAMES. Le CAMES est complètement au numérique aujourd'hui. Toute la promotion des enseignants chercheurs, jusqu'à professeur titulaire de 1^{ère} classe, est dématérialisée. Il y a aussi des actions fortes qui sont demandées au niveau de la pédagogie avec la production obligatoire de ressources éducatives libres, l'utilisation des TICE au niveau des enseignements et de la recherche, service à la communauté universitaire, etc. Cela fait partie aujourd'hui d'un certain nombre d'exigences dans la promotion des enseignants chercheurs. Là aussi, des enseignants de RESAFAD sont encore à la manœuvre.

Juste une recommandation, en ce qui me concerne aujourd'hui. Ce réseau a eu un savoir-faire incontestable. La solidarité a été manifeste. La connaissance du terrain est avérée. La stratégie aux normes internationales est adaptée au contexte africain. C'est une formidable aventure humaine. On pourrait avoir aujourd'hui un répertoire en ligne des acteurs. Il serait important de disposer d'un répertoire que nous pourrions consulter par pays et par domaine d'expertise. Il y a en effet encore du travail à accomplir. Les uns et les autres ont encore l'énergie et veulent encore donner. Nous pouvons laisser ce legs aussi.

En conclusion, au-delà du statut de pionnier, il est attendu de nous, des acteurs, un rôle de levier à la réussite du numérique éducatif dans tous les ordres d'enseignement (primaire, secondaire, universitaire, formation professionnelle et technique). Cela doit se faire toujours dans une approche techno-pédagogique

et, au-delà de ce qu'a fait la coopération française — que nous remercions aujourd'hui pour ses actions passées, voire présentes —, il faut aussi une synergie de plusieurs partenaires dans ce type d'aventure qui peut être renouvelée et qui peut prendre une autre forme. Je vous remercie pour votre patiente attention.



Discussion

Catherine Agulhon (Université Paris-Descartes) Repère Vidéo 1h28min50

Je donne la parole à la salle pour des questions aux divers intervenants.

Rima Malek (du Liban) Repère Vidéo 1h29min

Je voudrais poser une question concernant la dernière intervention. Mon attention a été attirée par la phrase selon laquelle il y a toujours des jeunes intéressés par poursuivre. J'ai compris que RESAFAD s'arrête. Dans notre contexte libanais, nous faisons face à des problématiques et à des difficultés similaires. Croyez-vous qu'il serait suffisant de lancer une initiative française et qu'elle soit une réussite en laissant le pays continuer seul ? Est-ce possible ? Ou, dans votre contexte comme dans le nôtre, serait-il préférable d'avoir ce soutien continu européen et français pour que ces initiatives soient vraiment institutionnalisées ?

Claude Lishou (UCAD Dakar) Repère Vidéo 1h30min15

Jacques Wallet va compléter mon propos. Il y a donc eu l'extinction annoncée ce matin. Mais il reste évidemment des cellules RESAFAD au Sénégal pour ce que j'en sais, avec Moussa Diop. Papa Yuga Dieng l'avait animé au Sénégal bien avant d'aller à l'international. Cette année, avec sa position au niveau d'IFADEM, au niveau de l'IFEF, précisément, il voulait remettre des moyens pour continuer donc à faire vivre cet organisme puisqu'il y a encore beaucoup de restes (« examen.sn », par exemple) et un certain nombre de réalisations.

Cela étant, le contexte a changé. Je parlais des pionniers. Mais nous avons aussi aux commandes nos élèves et nos étudiants qui sont devenus coordonnateurs d'université. J'ai parlé de quelques universités virtuelles. Ce sont mes étudiants qui sont aujourd'hui coordonnateurs, recteurs, etc. Le temps est venu qu'ils puissent reprendre en charge ces éléments.

Les partenariats ont aussi évolué. Je l'ai un peu suggéré dans ma conclusion. La coopération française avait quasiment l'exclusivité de ce dossier. Aujourd'hui, ils sont nombreux à se mettre ensemble pour continuer à appuyer les actions. Nous pouvons donc être derrière, servir de levier et donner les conseils. Quel est le nouveau format ? Quelle nouvelle initiative mettre en place ? Je n'ai pas de vision à ce sujet. Mais je disais simplement que notre rôle est de les appuyer, eu égard à l'expérience de terrain que nous avons. C'est pour cette raison que je tiens à ce que ce répertoire puisse exister. J'essaie de faire l'exercice pour la mise en place d'un certain nombre de noms. J'en ai une vingtaine, mais il y en a encore beaucoup d'autres, dont je suis sûr qu'ils vont aider. Chaque fois que j'ai sollicité Didier Oillo ou Christian, et *vice versa*, à chaque fois que je suis sollicité, chacun répond positivement.

Jacques Wallet (Université Rouen) Repère Vidéo 1h33min23

Je voulais préciser un élément peut-être sous-jacent et non explicité dans l'intervention du professeur Claude Lishou. Jacques Guidon est un des premiers utilisateurs d'Internet en France. Il racontait les difficultés qu'il a eues à utiliser Internet contre France Telecom et le Minitel à l'époque. Il était très bien placé dans Internet Society, l'association qui développait Internet en France. Quand il allait en Afrique, il avait une double casquette : une pour RESAFAD et une autre pour Internet Society. Il repérait des jeunes universitaires pour leur dire : « Cela t'intéresserait-il d'être dans Internet Society ? » Même si c'était avec l'étiquette RESAFAD et, davantage, l'étiquette Internet Society, ces gens ont été les premiers utilisateurs d'Internet dans leur pays. En fait, beaucoup d'entre eux ont occupé le terrain, si j'ose dire, dans des ministères des

télécoms ou de l'éducation, ou à l'université. Quand des institutions importantes, comme l'AUF ou le consortium francophone UTICEF, ont travaillé avec ces pays, c'était fatalement avec ces gens qui avaient été « évangélisés » par Internet Society. Le terme est très fort, mais c'est un peu l'image que l'on utilise en général.

Jean-Claude Balmes (consultant) Repère Vidéo 1h35min24

Il m'a semblé que vous posiez un peu la question de la pérennité et de la continuité des projets, des actions, des constructions, etc. Cette question sera abordée cet après-midi dans une table ronde où seront présentes toutes sortes d'institutions (OIF, AUF, Agence française de développement, Institut français). Il y aura des représentants de ces institutions avec qui ces questions pourront être soulevées. Elles seront forcément présentes, je l'espère, dans le débat cet après-midi.

Didier Oillo (AUF) Repère Vidéo 1h36min15

J'ai une question pour Emmanuelle. Je voulais savoir s'il y avait eu une évaluation pour savoir ce qu'étaient devenus tous ces jeunes qui avaient suivi leur scolarité à travers la télévision ? Sait-on s'il y a eu des réussites, des trajectoires ? Ou s'agit-il d'un échec qui a nécessité de tout reprendre de zéro ?

Emmanuelle Voulgre (Université Paris-Descartes) Repère Vidéo 1h36min23

Il y a eu quelques évaluations, mais pas à ce niveau-là. Je vais donner la parole à Jacques qui est plus spécialiste que moi sur cette question.

Jacques Wallet (Université de Rouen) Repère Vidéo 1h36min54

Vous avez remarqué que RESAFAD n'était pas en Côte-d'Ivoire. Pourquoi ? En Côte-d'Ivoire, il y avait un traumatisme total sur l'enseignement télévisuel. Les technologies étaient donc bannies du paysage éventuel de coopération sous prétexte que l'expérience télévisuelle, dite de Bouaké — puisqu'elle avait lieu dans la ville de Bouaké —, avait été un échec total et avait massacré des générations de jeunes Ivoiriens. Emmanuelle l'a très bien dit, même si elle l'a dit rapidement. En matière de technologie, il y a très peu de mémoire. L'appel de Claude à un répertoire va dans ce sens. Tu le sais, Didier, les technologues sont davantage tournés vers le présent ou l'avenir et ont du mal à regarder dans le rétroviseur. Une technologie chasse l'autre, etc. Le travail de recherche qu'a mené Emmanuelle était davantage sur des témoignages des acteurs et sur des rapports de l'UNESCO qui ont été faits pour évaluer les acquis des élèves à l'époque. Dans leurs témoignages (Emmanuelle a cité les noms de Max Egly, Jean Valérien, etc.), ces acteurs estimaient avoir été trahis parce qu'ils n'avaient pas eu le temps de mener à bien leur expérience. Les évaluations de l'UNESCO sont toutes positives. Notre collègue Nicole Bernard a dressé tout à l'heure un panégyrique de Jean Valérien, que je partage et elle le sait. Mais Jean avait aussi une petite tendance, au niveau des évaluations, à vouloir les contrôler. Je ne suis donc pas sûr que toutes ces évaluations aient été tout à fait objectives. C'est un problème qui peut se poser.

La mémoire s'est arrêtée brutalement en Côte-d'Ivoire. À l'époque, il y a jusqu'à 300 ou 400 coopérants présents. C'était étonnant. Il y avait une volonté d'industrialiser, pour reprendre le terme utilisé par Emmanuelle Voulgre. On pourrait aller plus loin. Dans la tête des concepteurs, il s'agissait de dire « On n'a pas besoin des enseignants ».

Pour faire écho à l'extrait du film sur Jean Valérien, lorsqu'il dit que l'on a toujours besoin d'enseignants pour mettre en place des technologies ou une réforme, en fait, il mange son chapeau. En effet, ce n'est pas ce qui se disait au départ de l'expérimentation en Côte-d'Ivoire. On disait alors : « On va pouvoir se passer des enseignants grâce à la télévision. » De même, il y a quelques années, certains ont dit : « On pourra se passer des enseignants grâce à Internet. » Certains le disent encore. Pour eux, les MOOC vont résoudre à eux seuls la question de la scolarisation en Afrique. Ce sont les mêmes discours que l'on pourrait décomposer.

Pour répondre à ta question, non, il n'y a pas eu d'évaluation. Mais, aujourd'hui, en Côte-d'Ivoire, il est intéressant de discuter avec des anciens élèves qui en parlent. Certains Ivoiriens disent : « Cela a été vraiment terrible. Je ne sais pas comment j'ai pu être scolarisé normalement après. » Mais ce sont des gens

qui s'en sont sortis. D'autres, au contraire, en conservent un bon souvenir. À l'évidence — nous pourrions le dire aux collègues universitaires présents dans la salle —, il y a des travaux de thèse à faire mener par des jeunes doctorants africains sur ce type de questions. Ensuite, il sera trop tard. Ce sont des éléments très intéressants.

Jean-Claude Balmes (consultant) Repère Vidéo 1h41min05

J'ai été amené aussi à croiser quelques acteurs de cette époque. J'ai recueilli leurs témoignages. Je ne sais pas ce que valent leurs témoignages. Mais j'en ai retiré un bilan assez contradictoire. Il y a un échec technique, social, politique. En même temps, au centre de cet échec, il y a le problème d'une greffe qui ne prend pas. En effet, le corps enseignant se sent méprisé et tenu à l'écart. Les pédagogies sont radicalement différentes. Il y a une pédagogie très centrée sur l'apprenant dans la télévision scolaire. Après le primaire, les élèves se retrouvent au collège et n'acceptent pas l'autorité de l'enseignant. Et les enseignants du secondaire ne vont pas accepter ces élèves qui ne sont pas passés par le moule d'une école traditionnelle très directive et magistrale. De toute façon, c'est quand même un échec même si, sur certains plans, il peut y avoir des réussites pédagogiques qui n'ont pas vraiment été évaluées.

Emmanuelle Voulgre (Université Paris-Descartes) Repère Vidéo 1h42min11

Par rapport à cet échec, le problème est aussi le nombre de places n'a pas augmenté au collège. Du coup, les élèves qui passent le concours pour entrer au collège échouent. Il y a donc tous les parents qui ne sont pas d'accord avec ce système. De toute façon, les résultats ne sont pas meilleurs dans les classes traditionnelles. Les textes ne sont pas très clairs sur le fait que le niveau serait moins bon avec l'école télévisuelle. Mais le problème est surtout le manque de places dans les collèges.

Jacques Marchand (AFD) Repère Vidéo 1h43min09

J'ai pu voir au Togo les stocks de matériel écrit et de supports de formation RESAFAD. Y a-t-il une numérisation de ces supports ? Pour la mémoire, ce serait intéressant que cela puisse être mis à disposition sur un site.

Pendant des années, dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, on a laissé tomber la formation des chefs d'établissement. C'est bien dommage. On commence à la reprendre. Il y a eu un cycle à Madagascar pendant les deux ou trois dernières années. La Côte-d'Ivoire l'envisage puisqu'il est prévu de faire une formation à distance de tous les directeurs d'école primaire en s'inspirant de la démarche IFADEM qui reprend celle de RESAFAD. Je note qu'ils utilisent très peu de technologie. Il s'agit de supports papier dans une formation à distance tutorée. Seuls les encadreurs ont des tablettes pour suivre quantitativement les choses et éventuellement filmer des séquences de classe.

Cela concerne aussi la recherche et la façon dont on utilise aujourd'hui les outils pour faire des observations de pratiques de classe, pour décrypter des séquences de classe avec des outils que le programme OPERA avait élaborés. Il s'agit ainsi de faire prendre conscience aux enseignants des difficultés dans leur façon d'enseigner, dans leurs pratiques pédagogiques afin de reconstruire la pratique pédagogique. C'est une voie vraiment intéressante. Ce sera poursuivi dans le cadre du programme « Apprendre » dont il sera peut-être question plus tard et qui va démarrer. Ce programme est coordonné par l'AUF.

Mais il est vrai que de nombreux pays restent très prudents au niveau du primaire, en tout cas, sur les usages numériques. C'est le cas aussi dans les collèges. Les aspects technologiques ont été un frein majeur. Le coût des connexions et le maintien de l'équipement font que c'est difficilement soutenable en l'état étant donné les budgets de fonctionnement très limités de ces pays. Les salaires représentent 90 % des dépenses. Il n'y a quasiment pas d'argent pour le fonctionnement et la maintenance des équipements. C'est encore difficile.

Un autre élément du paysage est qu'il y a maintenant des directions des systèmes d'information assez structurées dans les ministères. Elles ont tendance à vouloir chapeauter le travail des directions de la pédagogie. Elles ont une vision très « techno » et pas vraiment inspirée par les usages. C'est un risque dans la situation actuelle. Il y a une prise de conscience et une volonté d'utiliser plus massivement les usages

numériques, mais, en même temps, il s'agit d'une approche davantage par la technologie que par les usages, ce qui est, selon moi, un risque dans les pays que j'ai pu visiter.

Jacques Wallet (Université de Rouen) Repère Vidéo 1h46min10

Je vais prolonger ce propos ou répondre en partie à Jacques Marchand. Jean Valérien — toujours lui — avait essayé en France de faire passer le statut du directeur d'école primaire. C'est une vraie question, la direction d'école en France. Même si une circulaire d'il y a deux ans renforce un peu leur rôle d'animation pédagogique, le directeur d'école n'est pas un grade au-dessus du grade de professeur d'école. C'est une fonction. Les pays des ex-colonies françaises et du champ francophone ont hérité de cette situation ambiguë du rôle du directeur d'école. La grande idée de l'époque de RESAFAD et, en particulier, de Jean Valérien, était d'importer le modèle anglo-saxon, c'est-à-dire de faire des directeurs d'école des managers qui seraient capables de gérer pédagogiquement et administrativement leur école, mais aussi, au-delà, financièrement. Par exemple, ils pourraient toucher directement des subventions de la Banque mondiale ou de la coopération et les gérer à un niveau local. C'était sa grande idée. En fait, le modèle français perdurait, c'est-à-dire que ce sont surtout les aspects administratifs de la direction d'école qui ont été mis en avant sur RESAFAD. Jean-François, Marie-Paule et d'autres pourraient me démentir, mais il me semble que c'est ainsi.

Aujourd'hui, quand on constate la situation dans les pays francophones, on voit que, par exemple, au Burkina, tous les lundis matin, les instituteurs débutants, ou pas tout à fait confirmés, sont tenus de faire signer leur progression pédagogique hebdomadaire par le directeur d'école. Il a donc un contrôle pédagogique très fort, en tout cas quand il est titulaire. Il manage pédagogiquement son école, même si c'est sous la supervision d'un inspecteur. En revanche, en Côte-d'Ivoire, il n'y a pas de texte régissant le statut des directeurs d'école. (Tu as fait allusion à l'action de l'AFD et de l'AUF dans le cadre de la formation des directeurs d'école.) De ce fait, c'est une simple circulaire ministérielle qui, chaque année, encourage le directeur d'école à bien travailler, mais il n'y a pas de texte réglementaire. C'est un point très intéressant sur la situation très différente d'un pays à l'autre du rôle du directeur d'école dans le champ francophone.

Pierre-Jean Loiret (AUF) Repère Vidéo 1h49min16

Je reviens sur « télé Bouaké », mais cela concerne en fait tout le dispositif des technologies. « Télé Bouaké » a été lancée pour tester une innovation, mais aussi pour répondre à une problématique de massification. Il n'y avait pas assez d'enseignants. On a donc mis des élèves devant une télévision. On peut se poser une question. Le système traditionnel aurait-il mieux fait que ce système utilisant des technologies ? On connaît le taux d'abandon très élevé des élèves dans tous les pays africains. Au-delà du coût, la question se pose. Réussit-on mieux sans le faire ?

Emmanuelle Voulgre (Université Paris-Descartes) Repère Vidéo 1h50min

C'était l'une des questions de la conclusion. On voit bien actuellement que les pédagogies traditionnelles ne proposent pas un modèle permettant de garder les élèves scolarisés. Un certain nombre de problèmes ne sont donc pas résolus. On ne sait pas. On ne peut pas savoir comment cela aurait été sans la télévision. En revanche, il est certain qu'un certain nombre de personnes ont été formées pour pouvoir tenir une classe et ce, assez rapidement ; mais ce n'est pas être enseignant. En tout cas, on peut se poser la question.

Georges-Louis Baron (Université Paris-Descartes) Repère Vidéo 1h50min57

Certes, c'est un échec. Mais je me demande jusqu'où c'est un échec. Il semble que les objectifs initiaux n'ont pas été atteints. Mais dans quelle mesure est-ce vraiment un échec ? J'aimerais avoir votre avis. C'est l'histoire du verre à moitié plein ou à moitié vide.

Jean-Claude Balmes (consultant) Repère Vidéo 1h51min19

Je réagis à cela. La question de Pierre-Jean est importante. Quand on fait quelque chose, il y a aussi des choses que l'on ne fait pas. Si on ne les avait pas faites, que se serait-il passé ? C'est une vraie question.

Quand on regarde un peu la composition du corps enseignant en Afrique francophone, du primaire et largement aussi du secondaire, il existe de vraies tensions à l'intérieur. Il y a des tensions sur les salaires, sur les statuts. Selon les pays, les corps enseignants peuvent être très disparates avec des fonctionnaires, des

contractuels, des maîtres communautaires. De nombreux maîtres, dont le pouvoir d'achat est considéré par eux comme très insuffisant, complètent leur rémunération par des travaux extérieurs (taxi, vente de glaces, de poisson, etc.). Il y a donc une proportion très élevée d'enseignants qui sont peu formés, qui ont été mis dans le système, avec des motivations très inégales.

On voit bien qu'il y a un vrai problème de qualité qui ne va pas simplement se résoudre par des formations à grande échelle. C'est là que se posent pour l'avenir la question de l'industrialisation de la formation, la question des outils des enseignants et des classes, la question de la pédagogie éventuellement directe.

Une question est toujours devant nous, indépendamment de la télévision scolaire. On ne sait toujours pas traiter fondamentalement de la question des maîtres peu formés dans leur classe. C'est le grand défi des années à venir. C'est vrai dans le primaire et, dans le secondaire, on voit aussi qu'il y a une pénurie de professeurs de maths et de matières scientifiques. Ces problèmes sont d'une grande ampleur. Or je ne vois pas comment ils pourraient se résoudre autrement que par des choses très précises, des contenus de formation industrialisés de très bonne qualité et diffusés de façon massive.

Claude Lishou (UCAD Dakar) Repère Vidéo 1h53min27

J'apporte un complément. Au niveau universitaire, les universités virtuelles constituent une grande orientation en ce moment en Afrique. Elles vont essaimer d'ici quelques années. Il y en a aujourd'hui trois ou quatre. Elles ont été aussi créées pour répondre à la massification. Celle de Dakar compte déjà 15 000 étudiants. Le taux d'encadrement et de tutorat est de 1 pour 200 ou de 1 pour 400. Ce n'est pas bon. En termes de qualité, c'est inacceptable. Effectivement, on ne peut pas parler d'échec. Elles sont en train de faire leur petit bout de chemin. Les uns et les autres essaient de mettre en place des pédagogies adaptées et différenciées pour y parvenir.

C'est toujours perçu comme une orientation par défaut. Les bons étudiants sont orientés dans les universités physiques. Et le reste est envoyé dans les universités virtuelles. C'est la perception des parents. Il faut donc de la sensibilisation. En tout cas, le maître mot de ce que nous disons là, c'est la sensibilisation pour y parvenir. Dans une ambiance massifiée, la réponse ne peut pas être autre que les universités virtuelles. Il y a eu les expériences de télévisions scolaires, de radios scolaires, etc. Ce n'est pas un échec en tant que tel. Mais il faut construire sur le constat que l'on a pu en tirer à la fin.

Jacques Wallet (Université de Rouen) Repère Vidéo 1h55min25

J'apporte une précision pour les étudiants présents dans la salle. Au niveau chronologique, dans les échanges qu'il vient d'y avoir, il y a trois périodes. Il y a la période des années 70 (expérience de Bouaké), la période des années 90 (RESAFAD) et la période actuelle. Il ne faut pas mélanger les trois au niveau temporel. On voit que des questions perdurent.

Mais, au niveau spatial, il y a une modification considérable. Dans les années 60, on pense en termes de cadres nationaux. Par exemple, à l'intérieur d'un pays, la Côte-d'Ivoire, on ne pense pas aux pays voisins. Puis, dans les années 90 (RESAFAD), on commence à penser réseautage où, dans le cadre de la formation des directeurs, les pays échangent entre eux. Ce sera un des échecs de RESAFAD, mais on commence à penser de cette façon.

Et, aujourd'hui, les utilisateurs d'Internet ne se posent pas de questions nationales. Ils vont directement chercher dans les serveurs francophones, par exemple, des éléments pour faire la classe. J'ai été récemment l'objet de questions très précises d'inspecteurs sénégalais qui me disaient : « C'est une catastrophe. Nos enseignants vont sur Internet. » « En quoi est-ce une catastrophe ? », ai-je demandé. « Ils vont regarder les sites français. Et, sur les sites français, il y a un décalage avec les programmes sénégalais. »

Que faire ? On n'arrive pas à développer des ressources locales. La mondialisation et les pratiques individuelles des gens qui vont chercher des ressources se heurtent aujourd'hui à des cadres nationaux réglementaires, des *curricula* particuliers d'un pays à l'autre. Ce n'est pas une petite question. Les réponses des pays sur ce sujet, avec une volonté de contrôler le travail et les ressources des enseignants, se heurtent, en particulier au niveau secondaire, aux pratiques individuelles des gens.

Christian Depover (U Mons, Belgique) Repère Vidéo 1h58min

Je voulais revenir sur l'expérience télévisuelle en Côte-d'Ivoire. Il y a quand même une vertu d'exemplarité au niveau de l'évaluation réalisée. À l'époque, l'évaluation avait été confiée à une équipe externe des laboratoires de Liège, à Gilbert de Landsheere. J'avais quelques contacts avec eux à l'époque. J'y avais été associé. J'ai retrouvé récemment certains rapports à ce sujet. Il me semble me souvenir qu'ils avaient vraiment mis en évidence des effets spécifiques à la méthodologie qui combinait l'enseignant et la télévision scolaire. Il y avait notamment des apports significatifs par rapport à « l'enseignement traditionnel » au niveau de la maîtrise du français oral chez les élèves et chez les enseignants. Il s'agissait d'une étude à très large échelle et sur le long terme sur les effets du programme télévisuel. Je parle d'exemplarité parce que, dans de nombreux programmes actuels, on ne prend pas la peine de faire ce type d'études.

Catherine Agulhon (Université Paris-Descartes) Repère Vidéo 1h59min

Je vous remercie. Nous allons faire une pause pendant laquelle vous pouvez continuer ces échanges. Nous reprendrons à midi moins 10.

Pause.